

Attitudes et pratiques des médecins généralistes vis-à-vis de la vaccination

> dans les Pays de la Loire

Dans un contexte national marqué par l'accélération des controverses sur l'efficacité et les risques supposés de certains vaccins, l'enquête menée en 2014 auprès des médecins généralistes des Pays de la Loire permet de dresser un état des lieux des opinions et des pratiques actuelles de ces professionnels en matière de vaccination.

Le constat régional reste rassurant. Une large majorité des médecins généralistes ligériens déclarent être très favorables à la vaccination (81 %). Près de neuf praticiens sur dix considèrent en outre que leur rôle est d'inciter leurs patients à se faire vacciner même si ceux-ci sont réticents.

Toutefois, une proportion importante des généralistes font part de leurs incertitudes : 60 % ne s'estiment pas à l'aise pour échanger avec leurs patients sur le rôle des adjuvants vaccinaux et, plus généralement, un praticien sur cinq ressent un besoin de formation sur la vaccination. Par ailleurs, certains profils de médecins, en particulier ceux pratiquant de manière occasionnelle un mode d'exercice particulier (acupuncture, homéopathie...), sont nettement moins enclins aux pratiques de vaccination. Ainsi, certaines vaccinations recommandées apparaissent ne pas être proposées de manière systématique par tous les généralistes.

Pprès de 80 % de la population française déclare être favorable à la vaccination en général^[1]. Cette adhésion semble repartir à la hausse depuis plusieurs années. Elle ne doit toutefois pas occulter l'accroissement préoccupant de certaines réticences ciblées, en lien avec les controverses successives sur le manque d'efficacité et les effets adverses supposés de plusieurs vaccins (contre l'hépatite B, ou les infections à *papillomavirus* humains

par exemple) et d'adjuvants destinés à potentialiser leurs effets (sels d'aluminium). Ces remises en cause s'inscrivent notamment dans un contexte national marqué par l'occupation médiatique assez élevée des messages négatifs sur la vaccination^{[2], [3]}.

En dépit des différentes polémiques, les taux de couverture vaccinale se maintiennent à des niveaux relativement élevés, notamment

dans les Pays de la Loire, pour les vaccins obligatoires ainsi que pour certains vaccins recommandés chez l'enfant (encadré 1).

L'épidémie nationale de rougeole apparue en 2008 (23 500 cas en France dont 15 000 notifiés pour la seule année 2011), qui peut directement être rapprochée d'un défaut de couverture vaccinale, témoigne néanmoins des efforts constants à mener en matière de promotion vaccinale^{[4], [5]}.

2014 - 2016
Pays de la Loire
Panel
en médecine générale

juin 2015

12



Les médecins généralistes jouent un rôle central dans la promotion vaccinale. L'enquête menée en 2014 auprès d'un échantillon de praticiens des Pays de la Loire, dans le cadre du Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale, permet de dresser un état des lieux des opinions et pratiques actuelles de ces professionnels vis-à-vis de la vaccination. Ces résultats peuvent en outre être comparés avec la moyenne nationale et à ceux observés dans deux autres régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et Poitou-Charentes.

Des praticiens qui restent très largement favorables à la vaccination

La quasi-totalité (98 %) des médecins généralistes des Pays de la Loire déclarent être, d'une manière générale, favorables à la vaccination. Parmi eux, 81 % indiquent y être "très favorable", cette proportion étant plus élevée que celle observée quatre ans plus tôt dans le cadre d'une précédente enquête du Panel (71 %)^[6]. Les controverses récentes autour de la balance bénéfices-risques de certains vaccins ne semblent pas, à cet égard, avoir entamé la confiance des généralistes dans l'intérêt de la vaccination. Interrogés plus spécifiquement sur leur rôle vis-à-vis des patients, près de neuf praticiens ligériens sur dix considèrent qu'ils ont pour mission de les inciter à se faire vacciner même lorsqu'ils sont réticents.

Ces proportions sont proches de celles observées en moyenne en France (fig.1). Les écarts entre les Pays de la Loire et les deux autres régions où est mis en œuvre le Panel sont par contre assez marqués, les généralistes ligériens étant dans une situation

Encadré 1 > Les taux de couverture vaccinale dans les Pays de la Loire

Selon un récent bilan, les taux régionaux de couverture vaccinale se maintiennent en 2012-2013 à des niveaux très élevés, supérieurs ou égaux aux moyennes nationales, pour les vaccins contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (96 % de couverture chez les enfants scolarisés en grande section de maternelle), la coqueluche (96 %), et l'*Haemophilus influenzae* de type b (94 %).

La couverture par les autres vaccins recommandés chez l'enfant est un peu plus faible, dans la région

comme en France : 84 % des enfants ligériens scolarisés en grande section de maternelle en 2012-2013 sont vaccinés contre le pneumocoque (83 % en France), et 43 % ont reçu au moins trois doses de vaccin contre l'hépatite B (51 % en France). Mais la couverture de ce dernier vaccin est en très nette augmentation, en lien avec le remboursement du vaccin hexavalent depuis 2008. Ainsi, 78 % des enfants qui sont nés en 2010 ont reçu au moins trois doses de vaccin contre l'hépatite B à l'âge de 2 ans.

La couverture régionale par le vaccin contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR) à l'âge de 2 ans est, en 2012, de 90 % pour une dose de vaccin et de 67 % pour deux doses, valeurs inférieures aux moyennes nationales (respectivement 91 et 72 %) et aux objectifs de couverture nécessaires à l'éradication de la rougeole et de la rubéole en France (≥95 et ≥80 %).

Loury P, Hubert B. (2014). Couverture vaccinale de la population des Pays de la Loire concernant les maladies à prévention vaccinale, 2012. BVS. Bulletin de veille sanitaire. Cire des Pays de la Loire. n° 24. pp. 1-6.

intermédiaire entre les praticiens de Provence-Alpes-Côte d'Azur, moins enclins aux pratiques de vaccination - un constat similaire à celui observé quatre ans plus tôt, lorsque les praticiens ont été interrogés sur la vaccination contre la grippe A/H1N1 - et les praticiens de Poitou-Charentes qui sont particulièrement favorables à la vaccination.

La proportion de médecins généralistes ligériens ayant une opinion générale favorable vis-à-vis de la vaccination varie relativement peu selon les caractéristiques des praticiens (âge, sexe, lieu d'exercice...). Une analyse "toutes choses égales par ailleurs"¹ indique néanmoins que les généralistes pratiquant de façon occasionnelle un mode d'exercice particulier² (MEP : homéopathie, acupuncture...), ont une probabilité significativement plus faible d'être très favorables à la vaccination, ou d'inciter les patients

à se faire vacciner, ces résultats corroborant ceux déjà observés dans de précédentes études en France^{[7], [8]}. La proportion des praticiens MEP ligériens qui déclarent être très favorables à la vaccination reste toutefois majoritaire (58 %, contre 83 % chez les autres).

L'adhésion des médecins généralistes au principe de vaccination apparaît par ailleurs étroitement liée aux expériences professionnelles passées des praticiens. Ainsi, les médecins qui déclarent avoir fait face à un "problème de santé grave - c'est-à-dire ayant entraîné une hospitalisation, une incapacité... - potentiellement lié à une vaccination" chez un de leurs patients (sans que l'on sache précisément le vaccin en cause), indiquent moins fréquemment être très favorables à la vaccination (66 %, contre 84 % chez les autres).

A l'inverse, les médecins généralistes qui déclarent avoir été récemment confrontés à des pathologies ou complications graves à prévention vaccinale dans leur patientèle (méningite bactérienne, cancer du col de l'utérus...) sont, d'une manière générale, plus souvent favorables au principe de vaccination. 85 % des praticiens ligériens qui ont fait face à un cancer du col de l'utérus chez une de leurs patientes au cours des dernières années, déclarent notamment être très favorables à la vaccination, contre 75 % chez les autres.

Encadré 2 > Le calendrier vaccinal en France

Le calendrier vaccinal est rendu public chaque année par le Ministère chargé de la santé après avis du Haut conseil de la santé publique (s'appuyant sur le Comité technique des vaccinations).

Ce calendrier fixe les vaccinations applicables aux personnes en fonction de leur âge. Il émet des recommandations "générales" pour neuf maladies (coqueluche, rougeole, oreillons, rubéole, hépatite B, infections à *Haemophilus influenzae* de type b, pneumocoque, papillomavirus humains, et méningocoque C) concernant la population générale, et des recommandations "particulières" pour des groupes de population considérés à risque du fait de leur âge, de pathologies

sous-jacentes ou de leur environnement (expositions professionnelles, voyages).

Le calendrier précise également les obligations vaccinales en population générale et en milieu professionnel. Les seuls vaccins actuellement obligatoires au sein de la population générale en France métropolitaine concernent les enfants : vaccinations contre la diphtérie et le tétanos avec rappel à 11 mois, et contre la poliomyélite avec rappel jusqu'à l'âge de 13 ans. S'y ajoute la vaccination contre la fièvre jaune en Guyane.

Ministère des affaires sociales et de la santé. (2015). Calendrier des vaccinations et recommandations vaccinales 2015. 50 p.

Une majorité des praticiens attachés au principe d'obligation vaccinale

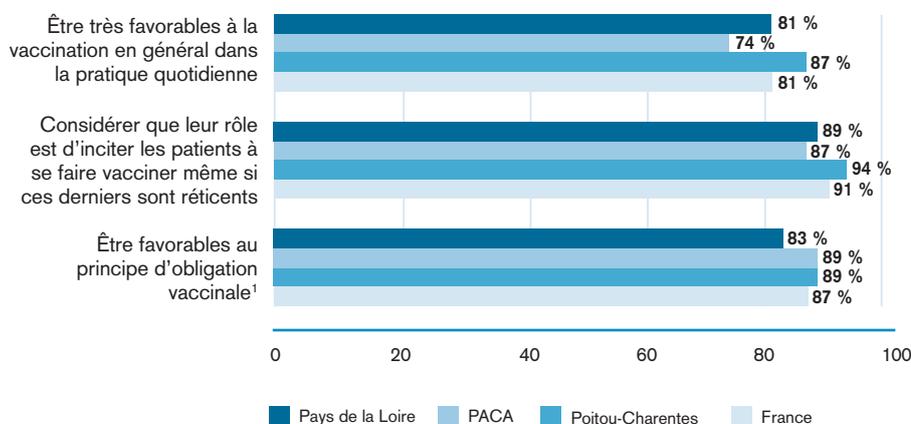
Actuellement en France métropolitaine, plusieurs vaccinations sont obligatoires en population générale (encadré 2). La plupart des pays européens comparables à la France obtiennent des couvertures

vaccinales supérieures à 90 % sans obligation. Dans un avis publié fin 2014 à la demande de la Direction générale de la santé, le Haut conseil de la santé publique (HCSP) indique que le maintien ou non du principe d'obligation vaccinale en population générale relève d'un choix sociétal méritant un débat que les autorités de santé se devraient d'organiser^[9].

Interrogés à propos de l'obligation vaccinale (pour tout ou seulement certaines pathologies du calendrier vaccinal), une majorité (83 %) des praticiens ligériens indiquent rester attachés à ce principe, cette proportion étant légèrement plus faible que celles observées en moyenne en France, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Poitou-Charentes (fig.1). Environ un praticien ligérien sur quatre indique plus particulièrement que l'ensemble des vaccins du calendrier vaccinal devraient être obligatoires. La formulation de la question sur l'obligation vaccinale ne permet toutefois pas de savoir précisément si les praticiens interrogés ont considéré uniquement le principe d'obligation vaccinale en population générale, ou s'ils faisaient aussi référence aux obligations vaccinales de certaines populations à risque (incluant les médecins).

FIG.1 Opinions générales sur la vaccination des patients, selon les régions

Proportion de médecins généralistes déclarant...



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale (avril-juillet 2014).

ORS et URPS-ml Pays de la Loire, Ministère chargé de la santé - Drees

1. pour tout ou seulement certains vaccins du calendrier vaccinal

1 - Ce type d'analyse permet de déterminer les facteurs qui ont une influence significative sur le phénomène étudié (ici le fait d'être très favorable à la vaccination) et de mesurer l'effet propre de chacun de ces facteurs indépendamment des autres.

2 - Selon le Panel, ces médecins représentent 11 % des médecins généralistes dans les Pays de la Loire. Le Panel exclut les médecins généralistes pratiquant exclusivement un MEP.

Plus de trois praticiens sur quatre vaccinés contre la grippe saisonnière

Interrogés sur le respect des vaccinations pour eux-mêmes, la quasi-totalité des praticiens ligériens

déclarent que leur dernier rappel diphtérie-tétanos-poliomyélite (DTP) date de moins de 10 ans (86 %) ou de 10 à 20 ans³ (13 %), constat similaire à celui observé en moyenne en France, en Poitou-Charentes et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. 98 % des médecins généralistes ligériens

indiquent en outre être vaccinés contre l'hépatite B⁴ (95 % déclarant avoir reçu au moins trois doses de vaccin, et 3 %, moins de trois doses).

Concernant la vaccination des médecins contre la grippe saisonnière, moins de la moitié (43 %) des praticiens ligériens indiquent être favorables à son obligation, valeur proche de celles observées en moyenne en France (40 %), en Poitou-Charentes (43 %) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (39 %). Une large majorité des praticiens ligériens (77 %) indiquent tout de même s'être fait vacciner contre la grippe saisonnière au cours de l'hiver précédant l'enquête (2013-2014). Cette proportion est légèrement supérieure à celles observées en moyenne en France (72 %) et en Poitou-Charentes (75 %), alors que les médecins généralistes de Provence-Alpes-Côte d'Azur se caractérisent par un taux de couverture vaccinale nettement plus faible (66 %).

Les praticiens MEP ligériens se distinguent, "toutes choses égales par ailleurs", par une probabilité très abaissée d'être vaccinés contre la grippe saisonnière : moins de la moitié (48 %) de ces médecins déclarent ainsi s'être fait vacciner à l'hiver précédent, contre 81 % parmi les praticiens non MEP (fig.2). Les médecins qui indiquent avoir fait face à un problème de santé grave potentiellement lié à une vaccination chez un patient sont, également, moins fréquemment vaccinés (60 vs 81 %). A l'inverse, ceux qui déclarent avoir été confrontés à l'hospitalisation de l'un de leurs

FIG.2 Vaccination des médecins généralistes contre la grippe saisonnière, selon les caractéristiques des praticiens - Pays de la Loire

	% bruts	Odds-ratios ajustés
Âge		
Moins de 50 ans	79 %	ref.
De 50 ans à 58 ans	77 %	1,1
Plus de 58 ans	75 %	1,3
Sexe		
Homme	77 %	ref.
Femme	77 %	1,1
Zone d'exercice		
Espace à dominante rurale	77 %	ref.
Zone d'attraction d'un grand pôle urbain	75 %	0,8
Grand pôle urbain	79 %	1,1
Accessibilité potentielle localisée (APL) des médecins généralistes dans la commune d'exercice¹		
Faible	74 %	ref.
Intermédiaire	78 %	1,4
Élevée	77 %	1,0
Volume d'activité annuel²		
Faible	68 %	ref.
Intermédiaire	78 %	1,3
Élevé	82 %	1,6
Mode d'exercice		
Seul	67 %	ref.
Cabinet de groupe ou maison de santé pluriprofessionnelle	82 %	1,7
Pratique occasionnelle d'un mode d'exercice particulier (MEP)		
Non	81 %	ref.
Oui	48 %	0,3*
Suivi de séance(s) de FMC sur les maladies infectieuses ou la vaccination lors des 12 derniers mois		
Non	76 %	ref.
Oui	79 %	1,1
Problème de santé grave potentiellement lié à une vaccination chez un patient		
Non	71 %	ref.
Oui	60 %	0,4*
Hospitalisation pour complication d'une grippe saisonnière chez un patient lors des 5 dernières années		
Non	69 %	ref.
Oui	83 %	2,1*

Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale (avril-juillet 2014).

ORS et URPS-ml Pays de la Loire, Ministère chargé de la santé - Drees

1 : l'APL est un indicateur de densité médicale "amélioré" qui tient compte du niveau d'activité des médecins pour mesurer l'offre, et du taux de recours différencié par âge des habitants pour mesurer la demande. Il s'agit d'un indicateur local, calculé au niveau de chaque commune mais qui considère également l'offre de médecins et la demande des communes environnantes ; APL faible : < -19,3 % APL nationale ; intermédiaire : -19,3 % ≤ APL nationale ≤ +17,7 % ; élevée : > +17,7 % APL nationale

2 : volume d'activité annuel faible : < 3 067 actes ; intermédiaire : 3 067 à 6 028 actes ; élevé : > 6 028 actes

* : odds-ratio significativement différent de 1, au seuil de 5 %

Guide de lecture : 81 % des médecins généralistes ligériens qui ne pratiquent pas de MEP déclarent s'être fait vacciner contre la grippe saisonnière lors de l'hiver 2013-2014, contre 48 % chez les médecins qui pratiquent de façon occasionnelle un MEP. La probabilité d'être vacciné contre la grippe saisonnière est significativement plus faible chez un médecin qui pratique de façon occasionnelle un MEP, par rapport à un médecin qui n'en pratique pas, à autres caractéristiques identiques (odds-ratio=0,3*).

3 - Chez l'adulte, depuis 2013, les rappels DTP sont recommandés aux âges fixes de 25 ans, 45 ans et 65 ans, puis à 75 ans, 85 ans, etc (intervalle de dix ans à partir de 65 ans, compte tenu de l'immunosénescence).

4 - Vaccination obligatoire pour les personnes exerçant une activité professionnelle les exposant à des risques de contamination, et pour les étudiants se préparant à l'exercice de certaines professions de santé (article L-3111-4 du Code de la santé publique).

patients pour une complication d'une grippe saisonnière, semblent plus enclins à une vaccination personnelle contre cette pathologie.

Des interrogations particulièrement fortes autour du rôle et des risques des adjuvants

Si la majeure partie des médecins généralistes ligériens s'estiment "tout à fait" ou "plutôt" à l'aise pour discuter avec leurs patients de l'intérêt des vaccins (97 %), ou de leur sécurité (84 %), moins de la moitié ressentent cette aisance lorsqu'il s'agit d'évoquer le rôle des adjuvants, destinés à augmenter la réponse immunitaire des vaccins (41 %) (fig.3).

Le manque d'information fiable des médecins généralistes dans ce domaine particulier apparaît en effet relativement important :

à titre d'exemple, 34 % des praticiens ligériens pensent, à tort, que les vaccins contre la grippe saisonnière contiennent de l'aluminium⁵, et 43 % ne se prononcent pas sur cette question. Interrogés plus généralement sur leur formation concernant la vaccination, un praticien ligérien sur cinq déclare d'ailleurs ressentir un besoin, proportion assez proche de celles observées en moyenne en France et en Poitou-Charentes (21 %), et un peu plus faible qu'en Provence-Alpes-Côte d'Azur (26 %).

Ce constat s'inscrit dans un contexte national et international d'importants débats autour de l'innocuité des adjuvants à base de sels d'aluminium^[10], des études cliniques étant actuellement menées afin d'évaluer l'impact précis de ces composés. Dans ces circonstances, 25 % des praticiens ligériens déclarent penser que la présence d'adjuvants dans les vaccins est associée à des "complications à long terme".

Une défiance marquée vis-à-vis des informations issues des médias

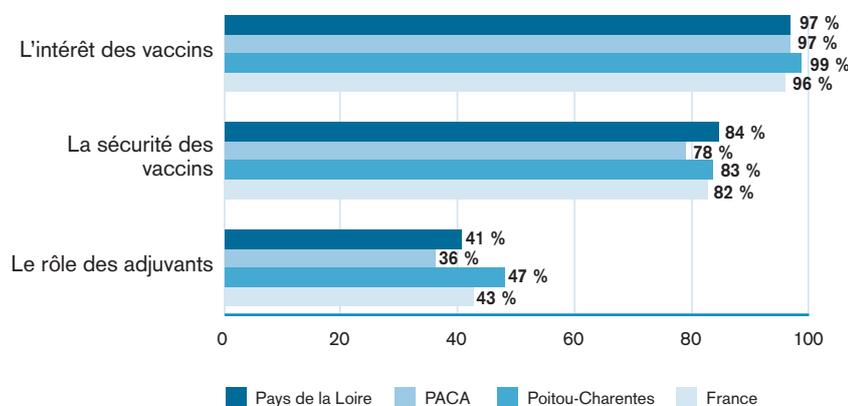
Lorsqu'on interroge les praticiens ligériens sur les différentes sources d'information sur la vaccination, ceux-ci indiquent faire confiance en premier lieu aux sources scientifiques, puis à leurs collègues spécialistes et aux sources "officielles" (agences sanitaires, Ministère chargé de la santé). Les médecins généralistes expriment, en revanche, beaucoup de défiance vis-à-vis des informations apportées par les médias (fig.4).

Interrogés sur les informations apportées par le calendrier vaccinal, la quasi-totalité (99 %) des praticiens de la région indiquent avoir "consulté" la dernière version rendue publique par le Ministère chargé de la santé avant l'enquête (calendrier 2013), proportion similaire à celle observée en France, en Poitou-Charentes et en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Près de trois quarts (74 %) des praticiens ligériens qui ont consulté cette version du calendrier vaccinal considèrent qu'elle leur a "simplifié leur travail". Ce constat illustre l'utilité d'outils actualisés d'information dans ce domaine, dans un contexte national qui a été marqué par une complexification progressive des recommandations en matière de vaccination. L'année 2013 a toutefois marqué une étape majeure dans l'évolution du calendrier vaccinal, avec la simplification des recommandations pour les nourrissons, les adolescents, ainsi que pour les adultes^{[11], [12]}.

FIG.3 Aisance des médecins généralistes concernant les informations sur la vaccination apportées aux patients, selon les régions

Proportion de médecins généralistes déclarant être "tout à fait" ou "plutôt" à l'aise pour donner des explications aux patients sur...



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale (avril-juillet 2014).
 ORS et URPS-ml Pays de la Loire, Ministère chargé de la santé - Drees

5 - Aucun des vaccins contre la grippe saisonnière commercialisés en France ne contient d'adjuvant, à l'exception du vaccin Gripguard® (indiqué pour les personnes âgées de plus de 65 ans), qui contient un adjuvant sans aluminium à base de squalène.

Encadré 3 > La vaccination contre les infections à papillomavirus humains

Les controverses autour des vaccins contre les infections à HPV sont apparues aux États-Unis dès leur commercialisation, dans les années 2000. En France, la polémique s'est amplifiée en 2013 à la suite du dépôt de plaintes pénales par de jeunes femmes atteintes de diverses pathologies déclarées après une vaccination : scléroses en plaques (SEP), lupus, encéphalomyélites aiguës disséminées, myofasciites à macrophages... Toutefois, ni les dispositifs de pharmacovigilance mis en

place par l'Agence nationale de sécurité des médicaments et produits de santé (ANSM), ni les données de la littérature internationale n'ont montré d'augmentation de l'incidence de maladies auto-immunes ou de SEP après une vaccination contre les infections à HPV^a.

Fin 2014, la couverture vaccinale (pour une vaccination complète) était de seulement 17 % à 16 ans chez les jeunes filles françaises, taux en nette diminution depuis plusieurs années (28 % fin 2010)^b.

Les questionnements des médecins généralistes ligériens autour de la vaccination contre les infections à HPV restent très présents : interrogés dans le cadre du Panel, 20 % des praticiens expriment des doutes sur l'efficacité de cette vaccination, et plus de la moitié (57 %) estiment que les connaissances sur ses risques manquent. Interrogés plus spécifiquement sur les liens entre cette vaccination et la survenue d'une SEP, la majorité (60 %) des médecins généralistes

les considèrent "*pas du tout probables*", mais une proportion non négligeable des praticiens expriment une opinion plus partagée : 37 % estiment ces liens "*peu probables*", et 3 %, "*assez probables*". Moins d'un généraliste sur cent pense que les liens entre la vaccination contre les infections à HPV et la survenue d'une SEP sont "*très probables*".

a - ANSM. (2014). Suivi national Gardasil®, 3^e rapport. 23 p.

b - InVS. (2015). Dossier thématique : couverture vaccinale contre les infections à papillomavirus humains. [Online]. www.invs.sante.fr

Une majorité des praticiens proposent aux patients les vaccinations recommandées

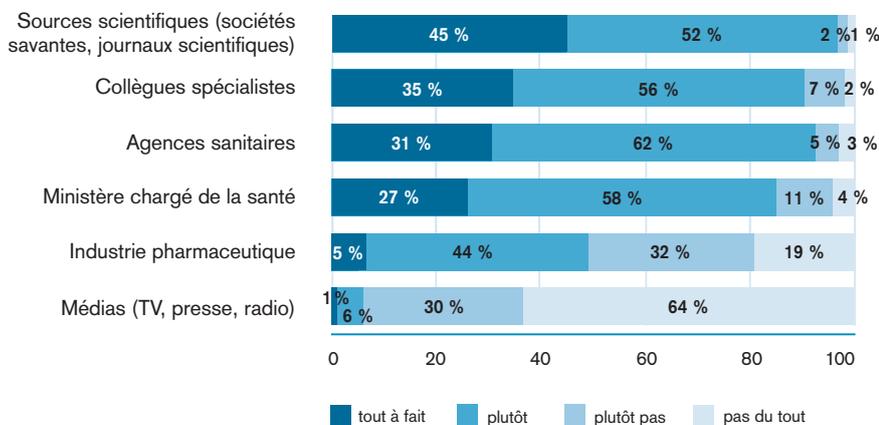
Interrogés sur leurs comportements vis-à-vis de six situations spécifiques pour lesquelles le calendrier vaccinal

recommande une vaccination, une majorité des praticiens ligériens déclarent se conformer le plus souvent à ces recommandations (fig.5). Plus de trois médecins généralistes sur quatre indiquent proposer "*systématiquement*" ou "*souvent*" les vaccins contre la

rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR) aux adolescents et aux jeunes adultes non immunisés, contre la grippe saisonnière aux adultes diabétiques de moins de 65 ans, contre le méningocoque C chez les nourrissons, et contre les infections à *papillomavirus* humains chez les jeunes adolescentes (encadré 3).

FIG.4 Sources d'information sur la vaccination - Pays de la Loire

Proportion de médecins généralistes déclarant, concernant les sources d'information sur les bénéfices et les risques des vaccins, faire confiance à...



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale (avril-juillet 2014). ORS et URPS-ml Pays de la Loire, Ministère chargé de la santé - Drees

Les vaccinations de rattrapage recommandées apparaissent être moins fréquemment proposées (fig.5), ce résultat pouvant peut-être traduire une moindre connaissance des schémas de rattrapage vaccinal.

Les Pays de la Loire se distinguent, par rapport à la moyenne nationale, mais aussi et surtout par rapport à Provence-Alpes-Côte d'Azur, par des proportions globalement plus élevées de praticiens déclarant proposer "*systématiquement*" ou "*souvent*" les vaccinations recommandées.

Au sein des Pays de la Loire, la proportion de généralistes proposant "systématiquement" ou "souvent" ces différentes vaccinations, varie en partie selon les caractéristiques des praticiens. Les vaccinations sont plus fréquemment proposées par les médecins les plus jeunes et les femmes, et parmi ceux exerçant en groupe, ces résultats corroborant ceux déjà observés dans de précédentes études nationales (notamment le *Baromètre santé médecins généralistes*^[7]). Les praticiens MEP se distinguent par une fréquence nettement abaissée de suivi des recommandations vaccinales.

Les expériences passées des généralistes semblent, en outre, jouer un rôle majeur dans la mise en application des recommandations vaccinales. Les praticiens qui ont été récemment confrontés à des pathologies à prévention vaccinale dans leur patientèle déclarent ainsi plus fréquemment proposer les vaccins recommandés.

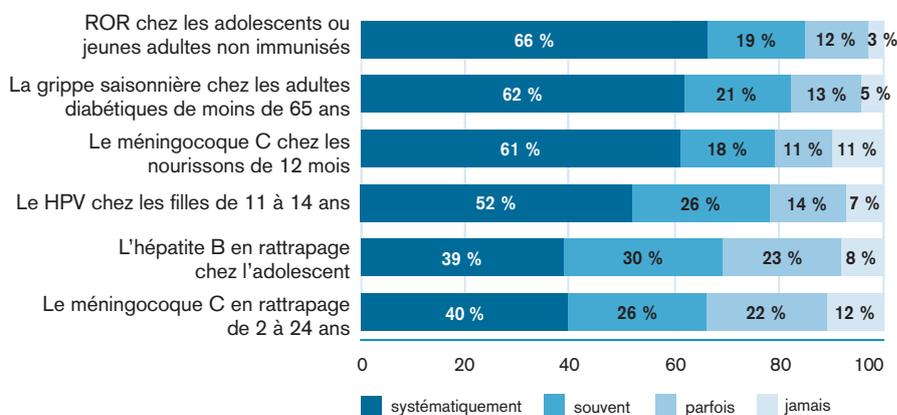
Une demande forte d'outils d'information des patients

Interrogés enfin sur les actions qui pourraient les aider dans leur pratique vaccinale quotidienne, les praticiens ligériens jugent utiles, en premier lieu, les outils d'information à destination des patients, mais aussi l'intégration d'un carnet de vaccination électronique à leur logiciel professionnel (fig.6).

Les généralistes considérant que leur rôle est d'inciter les patients à se faire vacciner, plébiscitent encore plus particulièrement l'ensemble de ces actions, à l'exception notable de la cotation spécifique pour une consultation dédiée à la vaccination.

FIG.5 Suivi des recommandations vaccinales pour les patients - Pays de la Loire

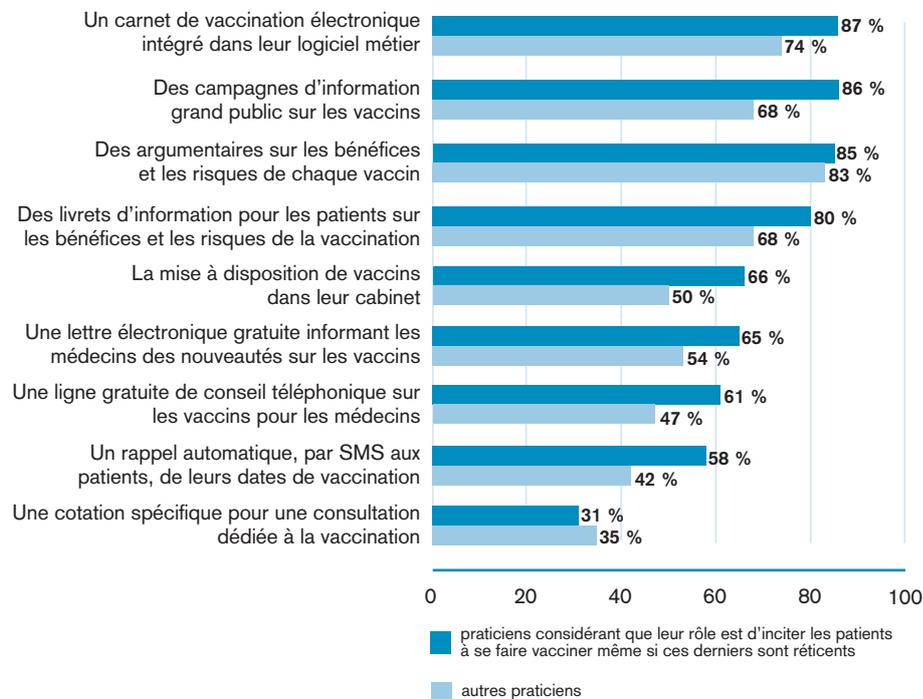
Proportion de médecins généralistes déclarant proposer les vaccins contre...



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale (avril-juillet 2014).
 ORS et URPS-ml Pays de la Loire, Ministère chargé de la santé - Drees
 ROR : rougeole-oreillons-rubéole ; HPV : papillomavirus humains

FIG.6 Opinions sur les actions d'aide à la pratique vaccinale - Pays de la Loire

Proportion de médecins généralistes déclarant que serait utile dans leur pratique vaccinale...



Source : Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale (avril-juillet 2014).
 ORS et URPS-ml Pays de la Loire, Ministère chargé de la santé - Drees

Guide de lecture : 87 % des médecins généralistes ligériens considérant que leur rôle est d'inciter les patients à se faire vacciner même si ces derniers sont réticents, déclarent qu'un carnet de vaccination électronique intégré dans leur logiciel métier serait un outil utile dans leur pratique, contre 74 % chez les autres praticiens.

SOURCE DES DONNÉES

Les données présentées dans ce document ont été recueillies d'avril à juillet 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 487 médecins généralistes (hors mode d'exercice particulier exclusif) des Pays de la Loire.

Ces médecins ligériens font partie du Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice qui compte au total près de 2 900 médecins et associe un échantillon national (France métropolitaine) et trois échantillons régionaux (Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Il est interrogé cinq fois sur la période 2014-2016, au rythme d'une enquête par semestre. L'anonymat et le respect de la confidentialité des données sont garantis, conformément aux recommandations de la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

L'ensemble des publications régionales déjà parues et les questionnaires d'enquêtes sont disponibles sur www.santepaysdelaloire.com et www.urps-ml-paysdelaloire.fr.

La présentation générale du Panel et les résultats nationaux peuvent être consultés sur www.drees.sante.gouv.fr

PARTENARIAT ET FINANCEMENT

Le Panel Pays de la Loire est porté par l'Observatoire régional de la santé (ORS) et l'Union régionale des professionnels de santé-médecins libéraux (URPS-ml). Il est mis en œuvre en partenariat avec la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) du Ministère chargé de la santé, et les ORS et URPS-ml des deux autres régions concernées.

Son financement est assuré par l'Agence régionale de santé (ARS) et la Drees.

AUTEURS

Cette étude a été réalisée par Jean-François Buyck, Françoise Lelièvre, François Tuffreau, Anne Tallec (ORS Pays de la Loire) et Thomas Hérault (URPS-ml Pays de la Loire).

REMERCIEMENTS

A tous les médecins généralistes libéraux qui, à travers le temps qu'ils consacrent à ce Panel, contribuent à la connaissance des pratiques et des conditions d'exercice des médecins généralistes de la région

Aux docteurs Yves Lequeux, Marie Lugand et Laurent Pons pour leur relecture.

CITATION SUGGÉRÉE

ORS Pays de la Loire, URPS-ml Pays de la Loire. (2015). Attitudes et pratiques des médecins généralistes vis-à-vis de la vaccination dans les Pays de la Loire. n° 12. Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale. 8 p.

BIBLIOGRAPHIE

[1] Inpes, InVS. (2015). Près de 80 % des Français sont favorables à la vaccination. [Online]. <http://www.inpes.sante.fr/70000/cp/15/cp150416-vaccination-2015.asp>.

[2] Larson HJ, Smith DM, Paterson P, et al. (2013). Measuring vaccine confidence: analysis of data obtained by a media surveillance system used to analyse public concerns about vaccines. *The Lancet infectious diseases*. vol. 37, n° 7. pp. 606-613.

[3] Gaudelus J, de Pontual L. (2015). Refus vaccinal. *La Revue du praticien médecine générale*. vol. 29, n° 940. pp. 329-334.

[4] Loury P, Fortin N. (2011). Situation épidémiologique de la rougeole dans les Pays de la Loire - avril 2011. *BVS. Bulletin de veille sanitaire*. Cire des Pays de la Loire. n° 7. 6 p.

[5] InVS. (2015). Rougeole. Points d'actualités. [Online]. <http://www.invs.sante.fr/Dossiers-thematiques/Maladies-infectieuses/Maladies-a-declaration-obligatoire/Rougeole/Points-d-actualites>.

[6] ORS Pays de la Loire, URPS-médecins libéraux Pays de la Loire. (2011). Attitudes et pratiques des médecins généralistes vis-à-vis de la vaccination contre la grippe A/H1N1. n° 1. Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale. 8 p.

[7] Jestin C, Fonteneau L, Lévy-Bruhl D, et al. (2011). Opinions et pratiques vaccinales des médecins généralistes. In *Baromètre santé médecins généralistes 2009*. Inpes. pp. 87-115.

[8] Joseph JP, Staffolani F, Kinouani S, et al. (2014). Couverture par le vaccin de la grippe saisonnière des médecins généralistes et de leurs patients. Enquête de pratique auprès de médecins généralistes français après la campagne de vaccination 2011-2012. *Revue d'épidémiologie et de santé publique*. vol. 62, n° 5. pp. 291-296.

[9] HCSP. (2014). Avis relatif à la politique vaccinale et à l'obligation vaccinale en population générale (hors milieu professionnel et règlement sanitaire international) et à la levée des obstacles financiers à la vaccination. 12 p.

[10] Pierrefix S. (2015). Vaccins : Pourquoi font-ils peur ? *Science & santé*. Inserm. n° 24. pp. 23-33.

[11] Ministère des affaires sociales et de la santé. (2013). Calendrier vaccinal 2013. Point sur les principales nouveautés. 6 p.

[12] HCSP. (2012). Simplification du calendrier vaccinal. 83 p.

POUR EN SAVOIR PLUS

Collange F, Fressard L, Verger P et al. (2015). Vaccinations : attitudes et pratiques des médecins généralistes. *Études et résultats*. Drees. n° 910. 8 p.

L'ORS et l'URPS-ml autorisent l'utilisation et la reproduction des résultats de cette enquête sous réserve de mention des sources.

Cette publication est téléchargeable sur les sites internet www.santepaysdelaloire.com et www.urps-ml-paysdelaloire.fr
ORS - Tél. 02 51 86 05 60 - accueil@orspaysdelaloire.com • URPS-ml - Tél. 02 51 82 23 01 - contact@urps-ml-paysdelaloire.fr